

RAPPORT D'ÉCOUTE CITOYENNE

Pédocriminalité - Homosexualité : La confusion des périls

*Exploitation sexuelle des enfants, pédocriminalité et
criminalisation de l'homosexualité au Sénégal*



Écouter — Amplifier — Débattre

Écoute des signaux faibles sur les réseaux sociaux sénégalais

Rapport produit par l'Observatoire Polaris — Intelligence civique, GenZ Afrique

I. PRÉSENTATION DU CORPUS ET AMBITION DE L'ÉTUDE

L'Observatoire Polaris, laboratoire d'intelligence civique de Polaris-Asso, a collecté et analysé 2 142 posts et commentaires publiés entre le 1er septembre 2025 et le 13 mars 2026 sur les principales plateformes numériques sénégalaises. Ce corpus a été extrait d'un volume mensuel de 500 000 commentaires citoyens anonymes provenant de 200 pages Facebook officielles et sources médias, constituant l'un des plus vastes dispositifs d'écoute citoyenne au Sénégal.

L'ambition de cette étude est triple : cartographier les représentations sociales autour de l'exploitation sexuelle des enfants dans un contexte dominé par les affaires d'homosexualité et de transmission volontaire du VIH ; décrypter les dynamiques entre réaction politique, couverture médiatique et parole citoyenne ; identifier les signaux de radicalité discursive pouvant mener à la haine en ligne et à la mise en danger des mineurs.

Le corpus couvre un moment charnière de la vie publique sénégalaise : la révélation de l'homosexualité de personnalités médiatiques ([affaire Pape Cheikh Diallo](#), arrestation de l'animateur TFM), le démantèlement du réseau pédocriminel international de Pierre Robert, le débat parlementaire autour de l'article 319 du Code pénal, et la [promulgation d'une loi](#) durcissant les sanctions liées aux actes dits "contre nature".

II. Synthèse Statistique du Corpus

Volume et répartition des sources

Indicateur	Valeurs
Total posts & commentaires	2142
Commentaires citoyens anonymes ("Unknown")	~1 945 (≈ 91%)
Émetteurs identifiés (pages officielles, médias)	~175 (≈ 9%)
Période couverte	Sept. 2025 - 13 mars 2026
Pic d'activité	7-13 mars 2026 (affaire Pierre Robert + vote art. 319)

DISTRIBUTION PAR PLATEFORME

Facebook domine très largement le corpus, représentant environ **70%** des publications, suivi par les sites de news et blogs (~18%), Twitter/X (~8%), TikTok (~3%) et YouTube/Instagram (~1%). Cette répartition reflète l'architecture numérique sénégalaise, où Facebook reste le principal espace de débat public de masse, notamment via les pages de médias tels que Seneweb, Leral, Le Soleil ou Dakaractu.

PRINCIPAUX ÉMETTEURS IDENTIFIÉS (SCORE D'INFLUENCE)

Les sources les plus influentes par score d'autorité sont : Seneweb.com (score 54), Leral.net (52), **Le Soleil** (38-39), **Ndarinfo** (37), **Dakaractu** (45), des **journalistes indépendants** et des **chaînes YouTube** d'analyse politique. Les citoyens anonymes, bien que majoritaires en volume, ont des scores d'influence individuels faibles (5-28), mais leur masse agrégée constitue le véritable thermomètre de l'opinion.

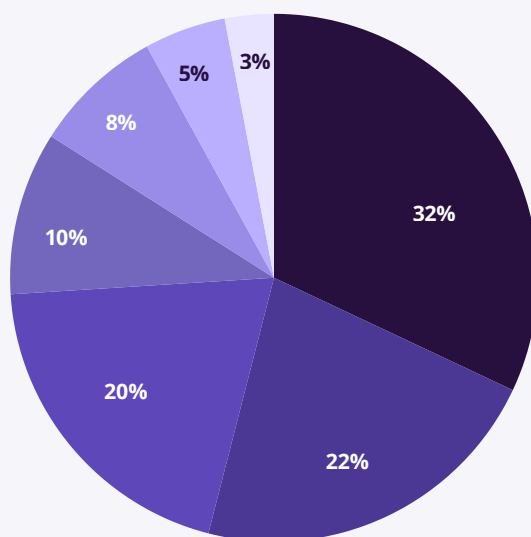
LANGUES

Le corpus est bilingue **français/wolof**, avec une prédominance du français dans les posts de médias et une forte présence du wolof dans les commentaires citoyens. Les expressions wolof récurrentes : *woubi* (homosexuel), *gordjiguen/goorjigen* (homme-femme, désignant les personnes homosexuelles), *talibé* (élève coranique), *criminaliser*, constituent un lexique sémantique révélateur des tensions morales en jeu.

III. Analyse des Sentiments

Repartition des sentiments Septembre 2025 - Mars 2026

Corpus 2142 posts et commentaires / Observatoire Polaris

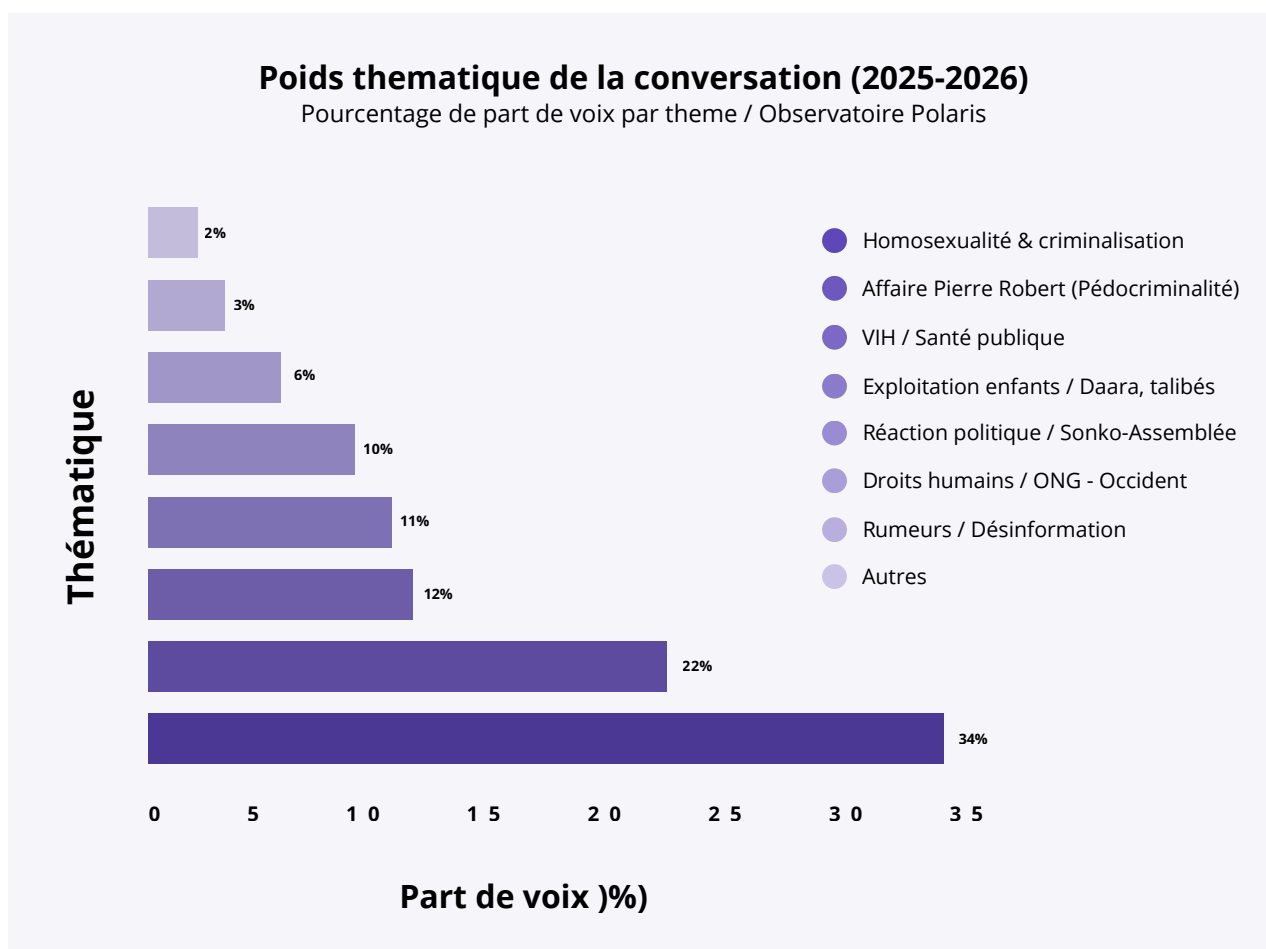


- Indignation / Colere morale
- Inquietude / Peur
- Haine / Eadicalité
- Reprobation religieuse
- Nuances / Appel a la raison
- Demande de criminalisation
- Soutien droits humains

La tonalité générale du corpus est massivement négative, structurée autour de cinq pôles émotionnels dominants :

- Indignation / Colère morale (**32%**) : le sentiment le plus répandu, nourri par le choc des révélations sur les réseaux pédocriminels et l'arrestation de célébrités. "Le Sénégal est sous le choc. Les populations sont dévastées."
- Réprobation religieuse (**22%**) : mobilisation de l'argument islamique pour condamner l'homosexualité comme "abomination" et exiger une loi divine. "Ce pays est majoritairement musulman. Notre terre porte l'héritage de grands guides religieux."
- Demande de criminalisation (**20%**) : pression citoyenne directe sur le gouvernement pour aller au-delà du renforcement des sanctions et criminaliser explicitement l'homosexualité. "Sonko fo tolou ci criminalisation de l'homosexualité" (Sonko, tu en es où avec ta promesse de criminaliser l'homosexualité).
- Inquiétude / Peur sociale (**10%**) : angoisse vis-à-vis de la transmission du VIH, de la corruption de la jeunesse et de l'infiltration des réseaux homosexuels dans la société.
- Nuance / Appel à la raison (**8%**) : voix minoritaires distinguant l'acte homosexuel consenti de la pédophilie et appelant à cibler les vrais crimes. "L'acte criminel dans cette affaire, c'est la transmission volontaire du VIH, la corruption de jeunesse."
- Défense des droits humains (**5%**) et Haine / Radicalité verbale (**3%**) complètent le tableau.

IV. Cartographie Thématique de la Conversation



La conversation citoyenne s'organise autour de huit thématiques dont le poids relatif révèle les hiérarchies d'intérêt : ⁷

1. Homosexualité & criminalisation (34%)

C'est la thématique dominante. Le débat tourne autour du projet de loi modifiant l'article 319 du Code pénal, voté à l'Assemblée nationale le 11-12 mars 2026, durcissant les sanctions liées aux "actes contre nature". La tension centrale oppose ceux qui demandent une criminalisation explicite et totale à ceux qui estiment que le gouvernement a "trahi" ses promesses électorales en se contentant d'alourdir les peines.

2. Affaire Pierre Robert / Pédocriminalité internationale (22%)

Le [Français Pierre Robert](#), décrit comme "le cerveau d'un système d'exploitation sexuelle impliquant des adolescents âgés de **14 à 17 ans**", a été au cœur d'une couverture médiatique intense à partir de mars 2026, avec **82 mandats de dépôt**, selon le quotidien sénégalais [Libération](#). L'affaire révèle un réseau transnational (Sénégal, Maroc, Mali, États-Unis), un mode opératoire via Facebook, et des "formateurs au sexe" rémunérés pour initier les mineurs. Les [affaires Frédéric Coudon et Julien Weyntacher](#) (diplomates français) forment un ensemble inquiétant de prédation étrangère sur les enfants sénégalais.

3. VIH / Santé publique (12%)

La transmission volontaire du VIH constitue un facteur d'amplification émotionnelle majeur. Les 14 individus déférés le 8 février 2026 pour "pédophilie en bande organisée, proxénétisme, actes contre nature et transmission volontaire du VIH SIDA" ont provoqué un affolement collectif. Des citoyens réclament un test de dépistage obligatoire avant le mariage, révélant une confusion entre homosexualité et séropositivité.

4. Exploitation des enfants vulnérables – Daara & Talibés (11%)

Les talibés (enfants confiés à des maîtres coraniques) apparaissent comme une population particulièrement exposée : pédophilie, [enfants dormant dans la rue](#), pauvreté extrême. Une vidéo virale montrant un jeune talibé endormi sous un véhicule, puis frappé, illustre la violence sociale structurelle dans laquelle s'insèrent les risques d'exploitation.

5. Réaction politique – Sonko, Assemblée nationale, Diomaye (10%)

La figure d'Ousmane Sonko est centrale : accusé simultanément de "tolérer" l'homosexualité par ses opposants et applaudi par ses partisans pour avoir porté le projet de loi. Le débat parlementaire, les interpellations à l'Assemblée (Abdou Mbow vs Sonko), et les réactions internationales (Mélenchon, HRW) alimentent une politisation maximale du sujet.

6. Droits humains et regard international (6%)

Human Rights Watch dénonce les arrestations d'homosexuels, Jean-Luc Mélenchon critique la loi, et [l'ONU fustige le durcissement de la législation anti-homosexualité](#). Des voix citoyennes sénégalaises répondent : "Polygamie interdite en Occident, homosexualité interdite en Afrique. Laissez-nous en paix". Ce rapport de force civilisationnel structure une ligne de fracture nette entre le cadre des droits universels et le principe de souveraineté culturelle.

7. Rumeurs & désinformation (3%)

Fausse arrestation (Citée Fadia), accusations non prouvées contre Sonko, lien fantaisiste entre Pierre Robert et Brigitte Macron ("cousin de Brigitte Macron"), ou encore affaire Epstein recyclée dans un contexte sénégalais : la désinformation circule vite et amplifie la panique morale.

V. Points Clefs du Débat Sociétal sur la Protection de l'Enfance

L'analyse du corpus met en évidence cinq points de tension structurants :

1. **Confusion entre homosexualité et pédophilie** : la quasi-totalité des citoyens associe dans un même rejet moral l'homosexualité consentie entre adultes et les crimes pédosexuels. Cette amalgame nuit à une réponse pénale ciblée sur la protection des enfants.
2. **Vulnérabilité des mineurs dans la sphère numérique** : le réseau Pierre Robert révèle que Facebook et Whatsapp sont des plateformes de **recrutement de mineurs défavorisés**, exploitant la fragilité économique ("transferts d'argent", "appartements financés"). **L'absence de cybersécurité adaptée aux mineurs** est un angle mort politique.
3. **Fragilité institutionnelle dans certains daaras** : les marabouts et enseignants coraniques apparaissent dans plusieurs affaires de pédophilie
4. **La loi comme instrument politique plutôt qu'outil de protection** : le vote de la modification de l'article 319 est vécu comme la concrétisation d'une promesse électorale de PASTEF davantage que comme une réponse structurée à la protection de l'enfance.
5. **L'absence de politique publique de santé sexuelle ciblée** : la fusion dans le discours collectif entre VIH, homosexualité et pédophilie empêche une réponse sanitaire rationnelle, exposant davantage les populations.

VI. Écarts de Perception : Politique, Médias et Citoyens

Acteur	Cadrage dominant	Angle de perception	Impact sur la réalité
Pouvoir politique (Sonko, Assemblée)	Moralisation & souveraineté	Répondre à la promesse électorale de criminalisation	Loi votée, mais ne distingue pas pédophilie et homosexualité
Médias nationaux	Fait divers / scandale	Révélations sordides, audiences, émotions	Amplification de la panique morale sans pédagogie
Citoyens anonymes	Indignation morale religieuse	Punir, protéger l'islam, exiger des comptes à Sonko	Pression sociale forte sur le politique, risque de violence
ONG / Droits humains	Droits universels	Violation des libertés individuelles	Quasi-inaudibles dans le corpus sénégalais
Chercheurs / Voix nuancées	Distinction juridique	Séparer consentement, pédophilie, santé	Marginalisés (~8% des voix)

La couverture médiatique intensive des affaires judiciaires (82 mandats de dépôt, réseau Pierre Robert) a créé un **effet d'agenda setting** : en traitant pédocriminalité et homosexualité dans les mêmes fils d'actualité, les médias ont renforcé une confusion cognitive qui déteint directement sur les politiques publiques.

VII. Typologie des Postures Citoyennes

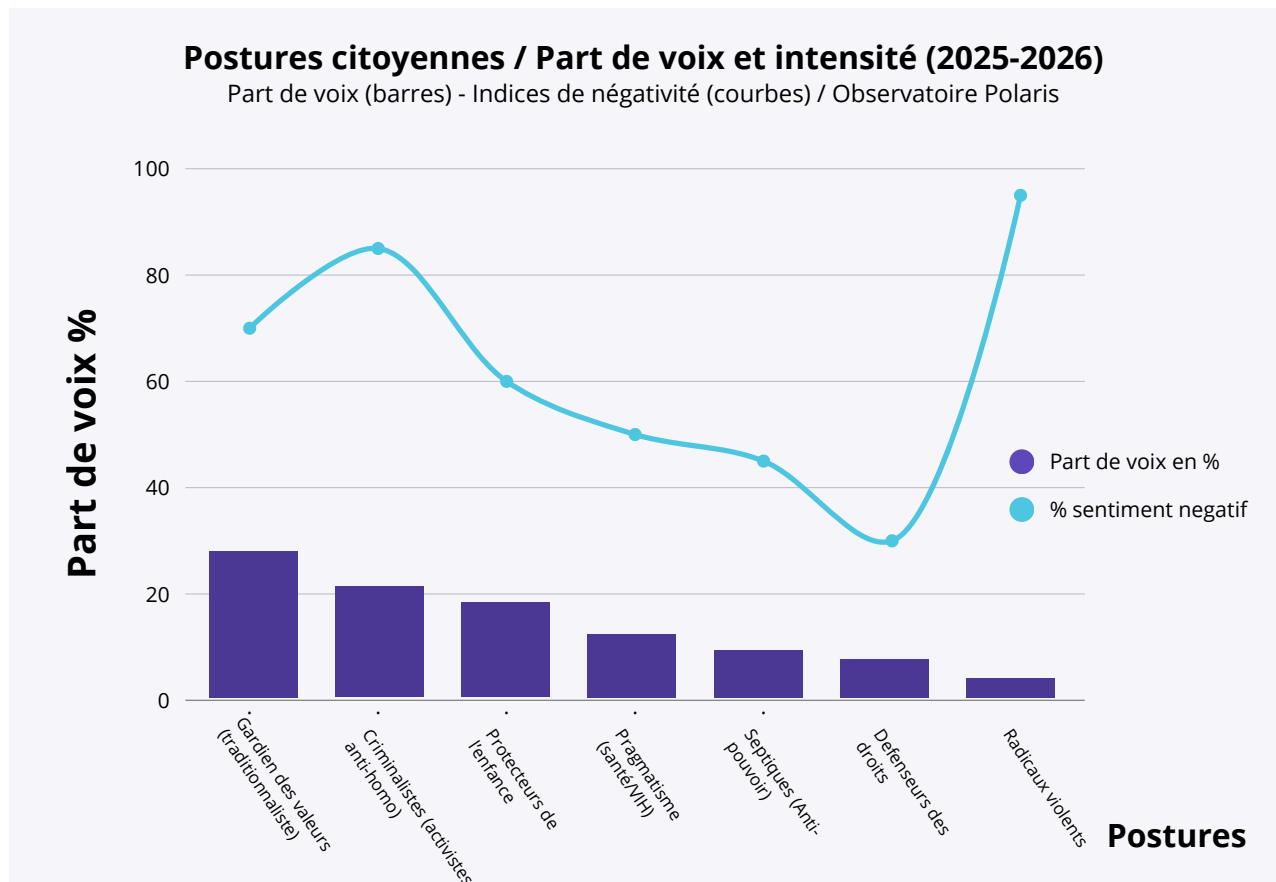


Tableau synthétique des postures

Posture	Part de voix	% Sentiment négatif	Verbatims représentatifs
Gardiens des valeurs (défenseurs de l'islam et des traditions)	28%	70%	"Ce pays est majoritairement musulman. Notre terre porte l'héritage de grands guides religieux." / "Na gor gneup beug djiguene"
Criminalistes activistes (exigent la criminalisation totale)	22%	85%	"Sonko fo tolou ci criminalisation" / "Pourquoi l'état traîne pour criminaliser l'homosexualité ?"
Protecteurs de l'enfance (centrent sur les mineurs victimes)	18%	60%	"TRANSMISSION VOLONTAIRE DU VIH SIDA SUR DES MINEURS - JUSTICE POUR CES ENFANTS" / "Salam aleykoum. Il faut vraiment que vous pensiez aux talibés."
Pragmatiques / Santé (approche santé publique, VIH)	12%	50%	"Le test de dépistage du VIH doit être exigé avant le mariage" / "Pas seulement l'homosexualité mais aussi la polygamie et le libertinage, faites le dépistage."
Sceptiques anti-pouvoir (dénoncent l'instrumentalisation politique)	10%	45%	"On nous avait promis de criminaliser et on vote l'alourdissement des peines" / "Arrêtez d'utiliser la jeunesse pour régler des comptes personnels"
Défenseurs des droits humains	7%	30%	"L'acte criminel c'est la transmission volontaire du VIH, pas un simple acte homosexuel entre deux majeurs"
Radicaux violents	3%	95%	"Nous voulons peine de mort pour les homosexuels partout en Afrique" / "Si on attrape un woubi avec des preuves, on le tue. Point."

VIII. Points de Radicalité — Signaux d'Alerte

Le corpus identifie quatre foyers de radicalité discursive susceptibles de dégénérer en haine en ligne, désinformation ou mise en danger réelle des individus :

● Appels explicites à la violence physique

Des commentaires non équivoques réclament la peine de mort pour les homosexuels ou l'élimination physique des "woubis" avec des formules telles que "on le tue, point" ou "on va les tuer comme des chiens". Ces discours franchissent le seuil de l'incitation à la haine telle que définie par les standards internationaux.

● Désinformation à potentiel viral

La rumeur liant Pierre Robert à Brigitte Macron, les accusations non prouvées d'homosexualité contre Sonko ou contre des journalistes ([Elimane Ndao, correspondant de France 24 à Dakar](#)), ou le recyclage de l'affaire Epstein dans un cadre sénégalais créent un écosystème de fake news à fort potentiel de mobilisation hostile.

● Amalgame pédophilie/homosexualité comme vecteur de chasse aux sorcières

La confusion systématique entre orientation sexuelle et crimes sur mineurs normalise une logique de dénonciation sociale qui expose des adultes homosexuels à des violences (agression à Tivaouane, traque des "invités de Pierre Robert").

● Exploitation des enfants vulnérables dans l'angle mort institutionnel

Les talibés, les élèves des daaras, les mineurs économiquement précaires recrutés via Facebook et WhatsApp constituent des cibles réelles pour des réseaux pédocriminels. L'absence de protection numérique spécifique pour ces populations laisse un vide dangereux que des prédateurs présumés comme Pierre Robert, Julien Weyntacher ou [Frédéric Coudon](#) ont exploité.

IX. Conclusion - Trois Points pour Ouvrir le Débat

1. La loi protège-t-elle vraiment les enfants ou protège-t-elle l'ordre moral ?

La modification de l'article 319 répond à une demande sociale et politique massive, mais elle cible les actes homosexuels consentis entre adultes autant - sinon plus - que les crimes pédosexuels. Une refonte législative centrée sur la protection des mineurs, la cybersécurité et le proxénétisme serait plus efficace pour les victimes réelles.

2. La société sénégalaise est-elle prête à distinguer exploitation et orientation sexuelle ?

Le corpus montre que moins de 8% des voix opèrent cette distinction. La quasi-totalité de l'espace conversationnel fond dans un même rejet l'homosexualité, la pédophilie et la transmission du VIH. Cette confusion cognitive est entretenue par les médias et exploitée politiquement, au détriment d'une politique de protection de l'enfance efficace.

3. Qui parle au nom des enfants victimes ?

Dans 2 142 publications, la voix des enfants victimes est quasi absente. Les ONG de protection de l'enfance représentent moins de 3% du corpus. Les talibés, les mineurs exploités par les réseaux numériques, les jeunes recrues des réseaux pédocriminels n'ont pas de porte-voix dans le débat public sénégalais : ils en sont l'objet, jamais le sujet.



Observatoire Polaris

Rapport produit en Mars 2026 | Intelligence Citoyenne & IA

Corpus : ClassePédo_KeywordsPédo_010925_130326 — 2 142 posts et commentaires